

■ Au moment même où [la Carnegie Endowment for International Peace publie un rapport](#) accusant l'administration Bush d'avoir « systématiquement » déformé et exagéré le danger présenté par les WMD (Weapons of Mass Destruction - Armes de Destruction Massive ou ADM), la sortie de [l'ouvrage de l'ancien secrétaire au trésor Paul O'Neill \(Ron Suskind, The Price of Loyalty](#), vient renforcer la « question centrale : est-ce que le président Bush et la Maison Blanche ont comploté pour engager les États-Unis dans une guerre en Irak longtemps avant les attentats du 11 septembre' » (Terry McAuliffe, un des dirigeants du parti démocrate, cité par l'AFP).

Les éléments à charge sont accablants et viennent confirmer ce que l'on voit se dessiner depuis plusieurs mois : le mensonge d'État pour justifier la violence politique et l'intervention militaire. Selon la fondation Carnegie, les informations disponibles des services de renseignements états-uniens et anglais montraient clairement que les capacités militaires de l'Irak avaient été anéanties à la guerre de 1991 et par le régime d'inspection organisé par la suite. L'Irak avait certes des projets d'ADM mais le *Washington Post* (qu'on ne peut pas soupçonner de dérive anti-guerre !) dans son édition du mercredi 7 janvier indique « *qu'au-delà de ces ambitions l'Irak ne disposait pas des moyens nécessaires pour produire un arsenal interdit à l'échelle de celle qu'il avait avant la guerre du Golfe de 1991* ». Et la fondation Carnegie d'ajouter : « *Les responsables de l'administration ont systématiquement déformé la menace que représentaient les ADM et les programmes de missiles balistiques [...]. [Si] les programmes d'armes de destruction massive de l'Irak représentaient une menace à long terme qui ne pouvait être ignorée, ils ne posaient toutefois pas une menace immédiate pour les États-Unis, la région ou la sécurité mondiale* ». Quant au liens supposés avec le terrorisme : « *Il n'existe aucune preuve qui permette d'affirmer que l'Irak aurait pu fournir des ADM à Al-Qaida* ».

Ces différentes publications nous renvoient également aux célèbres « documents du Pentagone », que le *New York Times* avaient publiés au début des années 1970. Ils montraient comment les administration Johnson et Nixon avaient systématiquement déformé les informations et les renseignements pour justifier l'intervention au Vietnam. Analysant des documents dans « *Du mensonge en politique. Réflexion sur les documents du Pentagone* » (1971), Hannah Arendt y voyait la perversité des visions du monde fondées sur la violence et la volonté de puissance. « *Persuader le monde* » ; prouver que « *les États-Unis étaient un "bon médecin", soucieux de tenir ses promesses, sachant prendre des risques, et, sans crainte du sang versé, prêt à frapper durement l'ennemi* » ; faire « *d'un petit pays arriéré* » dépourvu de toute importance stratégique « *un test de la capacité des États-Unis à aider une nation à affronter une guerre communiste de "libération"* » ; sauvegarder l'image de la toute puissance, « *notre leadership mondial* » ; démontrer « *la volonté et la capacité*

*[des États-Unis] d'imposer leur point de vue en matière internationale » ; prouver « la crédibilité des engagements que nous avons contracté vis à vis de nos alliés et de nos amis » ; en résumé « nous comporter comme la plus grande puissance du monde » pour la simple raison qu'il faut convaincre le monde de ce « simple fait » (comme le déclarait Walt Rostow [...]). L'objectif primordial n'était en fin de compte ni la puissance, ni le profit. Ce n'était même pas d'accroître l'influence des États-Unis dans le monde pour la mettre au service d'intérêts précis et tangibles qui avaient besoin du prestige, de l'image de « la plus grande puissance mondiale ». L'objectif était désormais la formation même de cette image. (Hannah Arendt, *Du mensonge à la violence*, Paris, Pocket, Coll. « Agora », 1994, p. 21).*

[La page d'accueil de la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale \(Carnegie Endowment for International Peace\).](#)